

Titre exécutoire en application des articles L.252A du LPF et L.61 7-5, R.2342-4 et D.3342-11 du CGCT et L.61 45-9 du code de la santé.
par Mr MARTIN Bertrand, Directeur

[illegible]

Ne rien inscrire sous ce trait - ne pas plier

Comment régler cet avis

- **Par chèque :** vous devez transmettre obligatoirement le talon ci-joint et envoyer votre paiement par chèque daté et signé au Centre d'Encaissement du Trésor Public, à l'aide de l'enveloppe retour ci-jointe, affranchie au tarif en vigueur.
Ne pas ajouter de trombones, d'agrafes ou d'autres documents.
- **En ligne par carte bancaire,** vous devez régler directement sur le site internet du Centre Hospitalier d'Argenteuil à l'adresse <http://www.ch-argenteuil.com/>, rubrique paiement en ligne. Vous munir des références de paiements (montant, budget, références) situées au-dessus et à droite du talon de paiement de l'avis des sommes à payer.
- **En espèces, ou par carte bancaire,** vous devez vous adresser à la Trésorerie du Centre Hospitalier d'Argenteuil dont les coordonnées figurent au recto de cet avis.

Justificatif de paiement

A la réception de votre règlement, un justificatif vous sera envoyé par le Trésor Public que vous pourrez transmettre à votre Mutuelle pour un éventuel remboursement.

Difficultés de paiement

En cas de difficultés de paiement, vous devez impérativement contacter la Trésorerie du Centre Hospitalier d'Argenteuil ou lui adresser un courrier en rappelant toutes les références figurant dans la partie identification située à gauche du talon de paiement.

Renseignements

Pour des renseignements sur votre facture, vous devez adresser un courrier au service des Admissions ou de la Caisse des Consultations du Centre Hospitalier d'Argenteuil
69, rue du Lt-Colonel Prud'hon 95100 Argenteuil.

Voie de recours

Dans le délai de deux mois suivant la notification du présent acte, vous pouvez contester la somme mentionnée au recto en saisissant directement le Tribunal Administratif compétent. Si vous souhaitez être assisté d'un avocat et si vous remplissez les conditions fixées par la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991, vous pouvez bénéficier de l'aide juridictionnelle. Vous devez en formuler la demande auprès du Tribunal de Grande Instance.